



**Croissance urbaine dans
les pays en développement
et accès aux services
essentiels**
de contraintes en opportunités

En partenariat avec

أمانديس
Amendis

COLLOQUE DU 11 FÉVRIER 2016 À TANGER

21 RECOMMANDATIONS

I N T R O D U C T I O N

Le think tank (Re)sources a réuni, lors de son dernier colloque à Tanger le 11 février dernier, de nombreuses personnalités de son réseau, des experts issus d'horizons très variés ainsi qu'un panel de participants marocains (élus locaux, présidents d'association, entrepreneurs, etc.) Les débats ont permis de faire émerger des recommandations d'actions pour construire des villes durables et résilientes, recommandations destinées à la communauté de l'eau et de l'énergie et aux décideurs publics. Le think tank (Re)sources publie aujourd'hui ces recommandations autour des quatre grandes thématiques pour améliorer l'accès aux services essentiels dans les villes en développement : le renforcement de la gouvernance urbaine, l'aménagement du territoire, le financement de l'accès aux services et la gestion du risque climatique.

TABLE RONDE A

Modérateur : Charles JOSSELIN, ancien ministre de la Coopération et membre honoraire du Parlement français

Intervenants : Gérard PAYEN, conseiller Eau et Assainissement auprès du secrétaire général des Nations Unies ; Gilbert HOUNGBO, directeur général adjoint pour les programmes extérieurs et les partenariats à l'Organisation Internationale du Travail, ancien Premier ministre du Togo et ancien directeur du PNUD Afrique ; Bertrand GALLET, directeur général de Cités Unies France ; Mohamed IDAOMAR, président du Conseil de la ville de Tétouan

En matière de gouvernance urbaine et d'accès aux services de base, (Re)sources recommande de :

- 1 Engager les États à identifier et à afficher la part de leur PIB consacré à l'accès aux services essentiels** en distinguant les différentes sources et affectations, et à **présenter leurs résultats** en matière d'accès aux services essentiels, **devant leurs pairs** (le niveau de développement de chacun étant pris en compte) ;
- 2 Décentraliser les pouvoirs et les moyens relatifs aux services urbains de base vers les villes**, sans pour autant exclure une planification nationale et un service d'Etat ;
- 3 Promouvoir la nécessité d'une collaboration multi-acteurs et d'une prise en compte coordonnée de l'ensemble des services** (eau, assainissement, électricité, mais aussi déchets, transports, voirie...) ;
- 4 Développer la formation des personnels de la ville et la sensibilisation des citoyens** en tant qu'ils sont un levier pour une meilleure gouvernance ;
- 5 Intégrer le numérique dans la gestion de l'accès aux services essentiels**, du fait qu'il facilite le contact avec les citoyens / usagers et que l'accès au service passe par l'accès à l'information.



TABLE RONDE B

Modérateur : Gérard PAYEN, conseiller Eau et Assainissement auprès du secrétaire général des Nations Unies

Intervenants : Guillaume JOSSE, géographe, urbaniste, directeur du Groupe Huit, membre du réseau ADP - Villes en Développement ; Houria TAZI-SADEQ, avocate au barreau de Casablanca, experte juridique eau et Développement Durable ;

Claude de MIRAS, économiste et directeur de recherche émérite, Institut de la Recherche pour le Développement (IRD)

En matière d'aménagement du territoire et d'accès aux services de base, (Re)sources recommande de :

6 Inclure les quartiers informels au même titre que les quartiers formels dans les plans de gestion et de développement des services d'eau potable et d'assainissement des territoires urbains et péri-urbains ;

7 Mettre en place des dispositions transitoires avec des modalités organisationnelles et techniques adaptées pour le court terme, lorsque le maintien dans les lieux n'est pas souhaitable en raison de difficultés foncières, de contraintes d'urbanisme ou d'impératifs de sécurité ;

8 Reconnaître les comités de quartiers et les associations d'intermédiation en tant qu'acteurs institutionnels de l'organisation urbaine en lien avec les autorités publiques nationales et locales ;

9 Donner l'autorisation aux opérateurs de services essentiels d'organiser avec les habitants une desserte provisoire satisfaisante des quartiers informels, indépendamment du souhait des pouvoirs publics de déplacement de la population ;

10 Assurer prioritairement la recherche de financements pour la maintenance et le renouvellement des ouvrages et former les acteurs publics à la mise en œuvre de la planification urbaine.



TABLE RONDE C

Modérateur : David MENASCÉ, professeur à la chaire Social Business / Entreprise et Pauvreté d'HEC et co-fondateur du cabinet de conseil Azao

Intervenants : Etienne GIROS, président délégué du CIAN (Conseil Français des Investisseurs en Afrique) ; Alain RIES, directeur du développement durable de l'AFD ; Olivier KAYSER, président fondateur de Hystra

En matière de financement et d'accès aux services de base, (Re)sources recommande de :

- 11 Mobiliser les investisseurs privés** en leur apportant des garanties (retour sur investissement, garantie de taux de change, garanties de paiement) ;
- 12 Promouvoir la mise en place d'une tarification de chaque service**, avec une différenciation des prix sur les territoires en fonction du coût effectif et de la possibilité de paiement des usagers ;
- 13 Favoriser la constitution d'une communauté coordonnée d'acteurs (publics et privés)** en utilisant l'aide au développement non seulement comme un apporteur de fonds mais aussi comme un facilitateur ;
- 14 Travailler sur l'émergence d'un cadre sectoriel et d'une régulation transparente et stable** en lien avec les autorités publiques nationales ;
- 15 Rechercher la mise en place de financements alternatifs** (micro-crédit, *crowdfunding*) et de modèles alternatifs (mini-utilities, hors réseau) ;
- 16 Consacrer une partie des financements** à la maintenance et au renouvellement des ouvrages.



TABLE RONDE D

Modérateur : Pierre VICTORIA, *directeur du Développement durable de Veolia*

Intervenants : Xavier CRÉPIN, *architecte, urbaniste, secrétaire général du réseau ADP-Villes en Développement* ; Franck GALLAND, *directeur de Environmental Emergency & Security Services*

En matière de risque climatique et d'accès aux services de base, (Re)sources recommande de :

17 **Penser aux investissements nécessaires en intégrant la question de l'incertitude** et en recherchant la proportionnalité entre niveau d'investissements et risques prévisibles. Promouvoir une double approche, prospective et rétrospective dans l'élaboration des scénarios ;

18 **Promouvoir une approche différenciée de la ville résiliente**, en privilégiant la prise en compte des dynamiques locales des villes du Sud à l'exportation des modèles du Nord. La gestion durable des ressources, notamment pour l'eau, doit être intégrée à la gestion des risques ;

19 **Créer une culture du service** qui prend en compte une nouvelle donne : d'une part, **circuits courts et synergies entre services** ; d'autre part, **ratio-nalisation des usages et lutte contre les gaspillages**. S'inscrire dans une gestion durable de la ressource et d'appropriation locale des solutions ;

20 **Utiliser les réseaux sociaux** dans la gestion des services et la prévention des risques naturels. **Mettre le citoyen au cœur de la décision publique** afin d'intégrer l'incidence des changements de comportements ;

21 **Cibler les questions d'adaptation dans l'éligibilité aux financements internationaux, notamment au fond vert**. Soutenir en priorité les régions les plus pauvres.



A P R O P O S D E (R E) S O U R C E S

(Re)sources rassemble une vingtaine de membres : militants du développement, universitaires, personnalités politiques, opérateurs professionnels et institutions internationales.

Au-delà de la diversité de leurs réflexions et de leurs engagements, tous partagent la conviction que l'accès aux services essentiels constitue une priorité absolue pour la réussite économique, sociale, environnementale et politique du monde en développement.

(Re)sources organise différentes rencontres sous forme de colloques, de matinales au collège des Bernardins ou de side-event en marge des grandes conférences internationales et est engagé depuis 11 ans à impulser le changement dans le domaine de l'accès aux services essentiels (eau, assainissement et énergie).

CONTACTS

Myriam Mahrez, coordinatrice de (Re)sources : +33 6 46 79 28 30

Martine Vullierme, secrétaire générale de (Re)sources : +33 6 14 08 71 61

<http://www.thinktank-resources.fr>

